

## Burundi : Le parti au pouvoir prépare la candidature de Nkurunziza en 2015

RFI, 09 septembre 2013 Burundi : À deux ans du scrutin, la possibilité d'une troisième candidature Nkurunziza fait déjà polémique Au Burundi, le pouvoir n'en finit pas de fêter le troisième anniversaire de la réélection de Pierre Nkurunziza la tête de l'Etat. Il y a deux semaines, le président organisait - pendant plusieurs jours - de grandes prières pour remercier Dieu dans un stade du sud du pays. Ce samedi 7 septembre, c'est son parti qui a organisé de grandes festivités populaires, laissant entendre notamment que Pierre Nkurunziza pourrait briguer un troisième mandat ; et cela contrairement à ce que prévoit la Constitution du pays.

Les mêmes énoncés de langage ont été repris dans les différents stades du Burundi. A moins de deux ans des élections générales de 2015, tous les membres du Conseil national pour la défense de la démocratie - Forces de défense de la démocratie (CNDD - FDD) qui ont pris la parole ont insisté sur le fait que Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis huit ans, n'en est en réalité que son premier mandat présidentiel. Une élection qui ne compte pas ? Son élection en 2005 pas, car il avait été élu à l'époque par le Parlement burundais. C'est ce qu'a notamment expliqué le président Pascal Nyabenda devant des milliers de militants à Bubanza, à l'ouest du Burundi. « Cela signifie que le chef de l'Etat que nous avons aujourd'hui a déjà été élu une seule fois. Ecoutez-moi bien : le chef de l'Etat a déjà été élu une seule fois par la population », a, en effet, martelé Pascal Nyabenda. Nkurunziza n'a pas le droit de se représenter L'opposition burundaise a correctement interprété le sens de ce message et a immédiatement réagi. Le président de l'Alliance démocratique pour le changement, une plateforme qui regroupe l'opposition burundaise, est formelle, Pierre Nkurunziza n'a pas le droit de se représenter pour la troisième fois. « Le président de la République qu'il a terminé son premier mandat. Maintenant, il est au deuxième mandat. On ne va pas accepter qu'il postule un troisième mandat. Il peut faire un forcing et les conséquences de cela seront sur sa tête et son parti », précise Léonce Ngendakumana. Plus personne n'en doute aujourd'hui, le bras de fer est désormais engagé entre un pouvoir qui se veut tout puissant et une opposition décidée à ne rien lâcher.